

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 698

Artikel: Dettes : le précédent mexicain
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025092>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

milieux bancaires, de la Suisse au Fonds monétaire international se trouve avancé d'une année au moins.

Les organisations tiers-mondistes ne se sont pas laissées prendre de vitesse: dès le 9 septembre, soit tout juste un mois après la publication du «message» relatif à l'adhésion de la Suisse aux AGE, elles se manifestaient ensemble, sous l'égide de la Communauté de Travail des organismes privés d'aide au développement. Exemples à l'appui, elles ont démontré l'immense ambiguïté de «l'aide» aux balances des paiements. Leur faisait écho: la démission du gouverneur de la Banque du Brésil, qui se sentait incapable d'appliquer les conditions posées par le FMI pour la dixième opération de dépannage financier d'un pays considéré comme une terre à miracle il n'y a pas si longtemps encore.

LA GAUCHE ET LES TIERS-MONDISTES

Conscientes de l'impossibilité de faire barrage à la volonté du Conseil fédéral, soutenu par la majorité bourgeoise, les organisations tiers-mondistes réclament l'inscription de la clause du référendum facultatif. Demande relayée par les socialistes. Ainsi, la droite aura possibilité de faire voter sur la Charte sociale européenne, et la gauche sur les AGE. Pas seulement la gauche d'ailleurs: l'extrême droite ne manquera pas de monter dans un si bon train, et de faire basculer le tout (une affaire qui rappelle inmanquablement l'affaire du rejet du crédit à l'IDA, autre organisation émanant du FMI).

Mais il y a d'autres raisons de jeter un regard très critique sur le projet d'adhésion aux AGE: c'est en effet la Banque nationale, et non le Conseil fédéral, qui représentera la Suisse. Voilà qui conforte M. Leutwiler dans son rôle de huitième «Sage». Si l'affaire, énorme puisqu'elle engage 2300 millions de francs à prélever sur les réserves de la BNS, dépendait de l'Economie publique, M. Furgler ne

laisserait pas échapper de si belles occasions de voyager pour aller négocier avec les autres puissances industrielles. Mais les AGE sont affaires de Finances, et dans une moindre mesure de Politique étrangère; les deux départements seront tenus au courant, la BNS l'a promis, et ils se contentent d'avance de cette forme de timide association aux décisions. Si, même à l'intérieur de l'administration, le politique cède la priorité à l'économique et au financier...

Peut-être influencé par les habitudes de discrétion caractéristiques du monde bancaire, le Conseil fédéral aurait sans doute souhaité un débat technique, vite fait mal fait, devant un Conseil national clairsemé par la rigueur du sujet. Tout laisse attendre pour la semaine prochaine une longue discussion, pleine d'émotions et de (bons) sentiments. De quoi secouer l'opinion, ce qui est toujours bon. De quoi aussi conforter les responsables de la BNS dans leur conviction d'experts financiers, purs et durs comme les prêteurs du FMI: le problème est trop compliqué pour être confié aux politiciens.

Il serait intéressant de savoir ce que pense de tout cela un certain M. Edmund Wyss, récemment passé du Parti socialiste à la dissidence bâloise DSP, qui doit à son ancienne appartenance partisane la présidence — rien moins — du Conseil de banque de la BNS.

DETTES

Le précédent mexicain

Plus de 500 milliards de dollars pour la dette extérieure globale des pays en voie de développement non membres de l'Opep.

Plus de 100 milliards de dollars pour la dette extérieure des pays membres de l'Opep.

Plus de 85 milliards d'«engagements extérieurs» pour la seule Europe de l'Est (dont un quart pour la Yougoslavie).

Soit aujourd'hui, en tout cas plus de 750 milliards de dollars de dettes à moyen et long terme, auxquels s'ajoutent plus de 100 milliards de crédits à court terme. Il faut donc compter, pour les seuls pays qui ne sont pas considérés comme économiquement «avancés», près de 900 milliards de dettes. Sur cette base, il n'est pas hardi d'estimer l'endettement international global à quelque 1000 milliards de dollars. A titre de comparaison, la dette publique des Etats-Unis se montait, au 15 avril de cette année, à 1250 milliards de dollars.

L'EMPIRE NORD-AMÉRICAIN

Côté créanciers, tous les spécialistes s'accordent à souligner le rôle déterminant des banques nord-américaines dans l'octroi de crédits aux pays qui se débattent depuis quelques années dans des difficultés financières inextricables. D'après la revue américaine «Fortune» (2.5.1983, citée par la Documentation financière de Hentsch et Cie, fascicule du 24 juin dernier), «c'est à 420 milliards de dollars que s'élèverait l'encours des crédits accordés par l'ensemble des banques occidentales au tiers monde et — accessoirement — aux pays de l'Est. A titre d'exemple, les dix principales banques américaines ont actuellement dans leurs livres un montant global de prêts proche de 40 milliards de dollars à trois pays seulement, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. A elle seule, la Citicorp en a pour près de 9 milliards de dollars, ce qui équivaut à 180% de son capital. «Fortune» estime à 135 milliards de dollars les dettes que des pays en voie de développement — pour l'essentiel latino-américains — ont contractées auprès de banques américaines. Cette même revue constate que les

SUITE ET FIN AU VERSO

Le précédent mexicain

neuf plus importantes de ces banques ont, globalement, l'équivalent de quelque 220% de leur capital sous la forme de prêts à des pays en proie à de graves difficultés de paiement de leurs dettes. Les banques européennes ne sont souvent pas mieux loties. C'est ainsi que les quatre grandes banques britanniques (Barclays, National Westminster, Midland et Lloyds) ont actuellement un volume de prêts à l'Amérique latine qui dépasse 12 milliards de livres sterling, soit davantage que leurs capitaux propres, ceux-ci s'élevant à 9,5 milliards de livres au total. En Europe — contrairement aux Etats-Unis où elles y sont obligées — beaucoup de banques répugnent à divulguer l'ampleur de leurs prêts aux pays endettés de l'Est et du tiers monde. On sait cependant que les grandes banques allemandes ont — en sus des pays en voie de développement — consenti pour plusieurs milliards de DM de prêts à des pays de l'Est.»

LES MEILLEURS DÉBITEURS

L'«Institutional Investor», une revue spécialisée, publie tous les six mois la liste d'une centaine de pays par ordre décroissant de leur qualité en tant que débiteurs. Quatre pays sont parvenus jusqu'ici à sauvegarder leur place en tête de ce hit-parade: les Etats-Unis, la Suisse, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest; mais le Mexique, par exemple, qui était au 23^e rang (sur 100) en mars 1981, s'est retrouvé au 58^e rang en mars 1983 (chute de l'indice de «crédibilité» de 71,4 à 36,9 sur 100); une chute vertigineuse pour un Etat qui, il y a seulement deux ans, passait pour un risque à peine moins bon que le Danemark, l'Arabie saoudite ou l'Italie...

Si les ordres de grandeur de cette valse des mil-

liards rendent peut-être le phénomène difficilement appréciable par des non-spécialistes, la rapidité de certains écroulements nationaux, au moins dans leur phase finale peut donner une idée plus nette de l'ampleur de la tâche que serait une réelle mise en ordre du système. Voyez le Mexique!

EN UN PEU PLUS DE DEUX ANS

En 1980, certains experts des grandes banques américaines chargés de scruter le marché des crédits internationaux admettent la possibilité d'une débâcle financière mexicaine. Pratiquement aucun écho... Dès mi-1981 pourtant, des banques internationales donnent un coup de frein à leurs crédits au Mexique, impressionnées par l'ampleur des déficits commerciaux de ce pays. En février 1982, le gouvernement mexicain dévalue le peso de 40%; en avril de la même année, constatant que la dévaluation n'avait en aucune mesure permis d'assainir la situation, il arrête un programme d'urgence en dix-sept points qu'il se révèle incapable de mettre en œuvre. Le 6 août, c'est la mise en place d'un système de taux de changes différencié, l'un fixe (pour le paiement de la dette extérieure), l'autre libre (pour les autres transactions). Six jours plus tard, tous les comptes en dollars sont bloqués auprès des banques mexicaines et les Etats-Unis sont avisés que le Mexique est sur le point de ne plus pouvoir faire face à ses engagements financiers extérieurs. Le 16 août, c'est le début des pourparlers avec le FMI: à la clef, une restructuration d'un moratoire de trois mois sur les paiements. Le 20 août, à New York, grande réunion de la «communauté» bancaire financière internationale (représentants de 1000 instituts de crédits répartis dans le monde entier) qui prend acte de la volonté du Mexique de se sortir d'affaire sans passer par la «solution» de la banqueroute pure et simple. Le 22 août, le Mexique doit avertir les banques qu'il tente d'obtenir des liquidités auprès des sources «non traditionnelles» pour payer ses dettes. Le

1^{er} septembre, le président Lopez Portillo nationalise les système bancaire mexicain et impose le contrôle des changes. Cette mesure ne suffit pas à apaiser les inquiétudes des créanciers et le Mexique doit alors prendre des engagements extrêmement stricts vis-à-vis du FMI afin d'obtenir de ce dernier un prêt d'urgence de 3,9 milliards de dollars, en plus d'une avance de 1,85 milliard de dollars consenties (mi-août) par quelques banques occidentales.

LA TENAILLE

Pour les quatre premiers mois de 1983, le Mexique (le gouvernement a dû s'engager à ramener de 18,5% en 1982 à 8,5% en 1983 le déficit de ses finances publiques), dans le climat d'austérité imposé par le FMI, a enregistré un excédent de 4,38 milliards de dollars de sa balance commerciale, alors qu'en 1982, de janvier à avril, il en était encore à un déficit de 1,74 milliard de dollars. Un premier bilan encourageant, dû, il est vrai, à un recul massif — faute de moyens de paiement! — des importations qui chutent, pour la période considérée, de 6,82 à 2,25 milliards de dollars. Il a fallu un peu plus de deux ans pour que la tenaille financière internationale soit mise en place.

LE POINT DE VUE DE GIL STAUFFER

Choses et autres

Exposition d'astronomie; dessins, schémas, appareils, photos, spectacle avec diapositives. Réactions et questions intéressantes des gens. La plupart d'entre eux découvrent — ou ont oublié, ou ne parviennent pas à saisir vraiment — que la terre est une chose minuscule, microscopique, presque dérisoire, dans l'univers. Oui, difficile de comprendre que ce bout de caillou tiède dans une sauce bleue et